

PROJET MODIFIÉ

DISPOSITIONS-CADRES POUR LE SERVICE D'ACCÈS NUMÉRIQUE AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ¹

établies le 31 mars 2009 et modifiées le [...]

Service d'accès numérique

1. Les présentes dispositions sont arrêtées par le Bureau international conformément à une décision de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT et aux recommandations du Groupe de travail sur le service d'accès numérique aux documents de priorité (ci-après dénommé "groupe de travail")².
2. Le service d'accès numérique aux documents de priorité (ci-après dénommé "service") est régi par les présentes dispositions, compte tenu des principes généraux et de l'architecture de système recommandés par le groupe de travail³.
3. Le service a pour objet de fournir aux déposants et aux offices une solution simple et sécurisée pour la fourniture de documents de priorité aux fins de la législation applicable, compte tenu des arrangements et des accords internationaux pertinents⁴.
4. La mise en œuvre des présentes dispositions par les offices relève de la législation applicable⁵.
5. Les présentes dispositions entrent en vigueur à la date de leur publication par le Bureau international sur le site Web de l'OMPI (portail DAS); d'ici là, le service continuera de fonctionner selon les dispositions-cadres arrêtées le 31 mars 2009⁶.
6. Les mots et expressions utilisés dans les présentes dispositions doivent être interprétés à la lumière du paragraphe 25.

Bibliothèques numériques participantes

7. Une bibliothèque numérique (ci-après dénommée "bibliothèque numérique participante") est réputée participante au sens des présentes dispositions :
 - i) lorsqu'elle est ainsi désignée par le Bureau international au moment où les présentes dispositions entrent en vigueur⁷;
 - ii) lorsque, à la demande d'un office, elle est ainsi désignée par le Bureau international à une date ultérieure, après consultation avec le groupe consultatif.
8. Les critères mentionnés au paragraphe 22 sont applicables à toutes les bibliothèques numériques participantes.
9. La réception par un office d'une notification selon le paragraphe 12 ne crée aucune obligation de la part de cet office d'agréer une bibliothèque numérique participante aux fins de la règle 4.3) du règlement d'exécution du PLT⁸.

Offices déposants et mise à disposition des documents de priorité par l'intermédiaire du service

10. Un office agissant en qualité d'"office déposant" peut notifier au Bureau international que des copies de demandes qu'il a déposées dans une librairie numérique participante⁹ doivent être mises à disposition, par l'intermédiaire du service, en tant que documents de priorité, conformément aux présentes dispositions. Cette notification permet aussi d'informer le Bureau international des modalités de fonctionnement et des exigences techniques pertinentes mentionnées dans le paragraphe 22, y compris toute description d'options parmi celles qui sont disponibles. Un office peut préciser qu'il ne déposera que

certains types de demandes dans une bibliothèque numérique et peut notifier des modalités de fonctionnement et des exigences techniques différentes selon les types de demandes.

11. Le déposant peut soumettre un document de priorité au Bureau international ou à un office disposé à recevoir des documents de priorité à cette fin, accompagné d'une requête à l'effet d'obtenir que ledit document soit déposé dans la bibliothèque numérique participante et mis à disposition par l'intermédiaire du service.

Offices accédants

12. Un office agissant en qualité d'"office accédant" peut notifier au Bureau international que, aux fins de la législation applicable¹⁰ et sous réserve des paragraphes 13 à 15, il traite un document de priorité qui a été mis à sa disposition par l'intermédiaire du service comme s'il lui avait été fourni par le déposant. Cette notification permet aussi d'informer le Bureau international des modalités de fonctionnement et des exigences techniques pertinentes mentionnées dans le paragraphe 22, y compris toute description d'options parmi celles qui sont disponibles¹¹. Un office peut préciser dans sa notification qu'il agira en qualité d'office accédant pour certains types de demandes uniquement mais doit accepter aux fins du traitement de ces types de demandes tout document de priorité accessible par l'intermédiaire du service qui est d'un type dont la priorité peut être valablement revendiquée pour ces types de demandes¹².
13. Une attestation du Bureau international selon laquelle un document de priorité – avec données bibliographiques¹³ et date de mise à disposition – peut être consulté par un office accédant donné est mise à disposition, par l'intermédiaire du service, à l'intention du déposant et de l'office¹⁴. L'office accepte l'attestation, sous réserve des paragraphes 14 et 15, en qualité de preuve des éléments qu'elle contient aux fins de la législation applicable.

Possibilité de se mettre en conformité

14. a) Lorsque l'attestation mentionnée au paragraphe 13 indique qu'un document de priorité a été mis à la disposition de l'office accédant, par l'intermédiaire du service, à la date à laquelle ledit document était exigé conformément à la législation applicable ou à une date antérieure (ci-après dénommée "date applicable"), mais que l'office constate, avant, à ladite date ou après la date applicable, que le document en question n'a en réalité pas été mis à sa disposition, ledit office le notifie au déposant, en lui donnant la possibilité de lui fournir le document de priorité ou de s'assurer que celui-ci est mis à sa disposition par l'intermédiaire du service dans un délai qui n'est pas inférieur à deux mois à compter de la date de la notification¹⁵.
- b) Lorsque le document de priorité est fourni à l'office ou mis à sa disposition dans ce délai, il est traité de la même manière que s'il avait été mis à disposition à la date mentionnée dans l'attestation. Lorsque le document de priorité n'est pas fourni ou mis à la disposition de l'office dans le délai imparti, il en découle les conséquences prévues par la législation applicable¹⁵.
15. a) Le paragraphe 14 ne s'applique pas à un office accédant dont la législation applicable prévoit que, lorsque le document de priorité n'est pas mis à sa disposition à la date à laquelle ledit document était exigé conformément à cette législation, il doit le notifier au déposant en lui donnant la possibilité de fournir le document de priorité ou de s'assurer que ledit document est mis à sa disposition par l'intermédiaire du service, dans un délai qui ne doit pas être inférieur à deux mois à compter de la date de la notification. Lorsque le document de priorité n'est pas fourni à l'office ou mis à sa disposition dans ce délai, il en découle les conséquences prévues par la législation applicable¹⁵.

- b) Un office accédant n'est pas tenu d'appliquer le paragraphe 14 lorsque, en vertu de la législation applicable :
- i) aucune date, calculée à compter de la date du dépôt ou de la date de priorité, n'a été fixée quant au moment où le document de priorité doit être reçu par l'office ou mis à sa disposition;
 - ii) il est exigé que le document de priorité soit reçu par l'office ou mis à sa disposition avant la délivrance; et
 - iii) l'office offre un service de consultation en ligne des dossiers permettant au déposant de vérifier si le document de priorité a été reçu par l'office ou mis à sa disposition¹⁵.

Documents de priorité accessibles par l'intermédiaire du service

16. Sous réserve du paragraphe 17, un document de priorité mis à la disposition du service auprès d'une bibliothèque numérique participante est accessible par l'intermédiaire du service uniquement aux offices dont l'accès est autorisé par le déposant conformément aux modalités de fonctionnement et aux exigences techniques visées au paragraphe 22.
17. Un document de priorité de marque mis à la disposition du service auprès d'une bibliothèque numérique participante à la demande du déposant est accessible à tous les offices accédants.

Traductions de documents de priorité

18. Le Bureau international peut, après consultation avec le groupe consultatif, prescrire des règles pour que les traductions de documents de priorité soient déposées et mises à disposition par l'intermédiaire du service¹⁶.

Publication de l'information

19. Le Bureau international publie sur le site Web de l'OMPI des informations concernant le service, notamment :
- i) les présentes dispositions, toutes modifications qui leur seront apportées ultérieurement et toutes modalités transitoires;
 - ii) la date du début du fonctionnement du service;
 - iii) le nom des bibliothèques numériques participantes¹⁷;
 - iv) les notifications et les informations reçues des offices¹⁸ conformément aux paragraphes 10 et 12;
 - v) les modalités de fonctionnement et les exigences techniques visées au paragraphe 22.

Groupe consultatif

20. Le groupe consultatif est composé :
- i) des offices dont le Bureau international a reçu une notification conformément au paragraphe 10 ou 12;
 - ii) en qualité d'observateurs, de tous autres offices et organisations intéressées invitées aux réunions du groupe de travail qui ont notifié au Bureau international qu'ils souhaitaient participer aux travaux du groupe consultatif.

21. Les travaux du groupe consultatif ont lieu pour l'essentiel par correspondance et par l'intermédiaire d'un forum électronique sur le site Web de l'OMPI.

Modalités de fonctionnement et exigences techniques

22. Le Bureau international peut, après consultation du groupe consultatif, fixer et modifier les modalités de fonctionnement et les exigences techniques utiles à la bonne marche du service, notamment les critères applicables à la participation des bibliothèques numériques¹⁹ selon le paragraphe 7 et les moyens par lesquels les déposants autorisent l'accès²⁰ aux fins du paragraphe 16. Ces procédures de fonctionnement peuvent comprendre l'établissement d'accords sur le niveau de service à observer par le Bureau international et les offices déposants.

Modification

23. Les présentes dispositions peuvent être modifiées par le Bureau international conformément aux recommandations du groupe de travail ou après consultation de tous les membres du groupe de travail.

Langues

24. Les présentes dispositions sont établies en langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, tous ces textes faisant également foi²¹.

Interprétation des mots et expressions

25. Dans les présentes dispositions,
- i) "législation applicable" s'entend de la législation nationale ou des instruments juridiques régionaux régissant le fonctionnement de l'office;
 - ii) "déposant" s'entend de la personne qui figure en tant que tel dans les dossiers de l'office auprès duquel la demande a été déposée ainsi que de tout mandataire du déposant agréé selon la législation applicable;
 - iii) "demande" s'entend d'une demande de brevet, d'une demande de certificat de modèle d'utilité, d'une demande d'enregistrement ou de certificat de dessin ou modèle industriel ou d'une demande d'enregistrement de marque (y compris une marque collective ou une marque de certification)²²;
 - iv) "certifié" s'entend d'une certification, aux fins des présentes dispositions et de l'article 4D.3) de la Convention de Paris, émanant de l'office auprès duquel la demande a été déposée ou du Bureau international pour ce qui est de l'accès par l'intermédiaire du service, compte tenu de l'accord de principe de l'Assemblée de l'Union de Paris et de l'Assemblée de l'Union du PCT concernant la certification des documents de priorité²³;
 - v) "groupe consultatif" s'entend du groupe consultatif visé au paragraphe 21;
 - vi) "bibliothèque numérique" s'entend d'une bibliothèque numérique de demandes de brevet, de demandes d'enregistrement de marques, de demandes de certificat de dessin ou modèle industriel ou de demandes de certificat de modèle d'utilité;
 - vii) "Bureau international" s'entend du Bureau international de l'OMPI;
 - viii) "office" s'entend d'une administration chargée de la délivrance de brevets ou de certificats de modèles d'utilité, de l'enregistrement des marques, de l'enregistrement ou de la délivrance de certificats de dessins et modèles industriels ou du traitement de demandes de brevet, des demandes d'enregistrement de marques, des demandes de certificat de dessin ou

modèle industriel ou de modèle d'utilité par un État qui est partie à la Convention de Paris ou qui est membre de l'OMPI ou par une organisation intergouvernementale dont au moins l'un des États membres est partie à la Convention de Paris ou est membre de l'OMPI²⁴;

- ix) "Convention de Paris" s'entend de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- x) "Union de Paris" s'entend de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- xi) "PCT" s'entend du Traité de coopération en matière de brevets;
- xii) "Union du PCT" s'entend de l'Union internationale de coopération en matière de brevets;
- xiii) "PLT" s'entend du Traité sur le droit des brevets;
- xiv) "document de priorité" s'entend d'une copie certifiée conforme d'une demande²⁵;
- xv) "OMPI" s'entend de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

NOTES EXPLICATIVES

1. Les dispositions-cadres sont complétées par les présentes notes, qui ont été établies par le Bureau international à des fins explicatives et qui ne font pas partie des dispositions-cadres en tant que telles, mais ont été approuvées par le groupe de travail parallèlement aux dispositions-cadres (voir le paragraphe [...] du document WIPO/DAS/PD/WG/3/[...]). Les notes explicatives peuvent être modifiées par le Bureau international après consultation du groupe consultatif en ce qui concerne les changements de fond.
2. Pour la décision des assemblées à l'effet de créer un service conformément aux recommandations du groupe de travail, voir le rapport desdites assemblées adopté le 3 octobre 2006 (paragraphe 220 du document A/42/14). En ce qui concerne les recommandations du groupe de travail, voir le rapport de ce dernier adopté le [...] juillet 2011 (document WIPO/DAS/PD/WG/3/[...]).
3. Voir les paragraphes 23 et 35 ainsi que les annexes I et II du document WIPO/DAS/PD/WG/2/4 et les paragraphes [...] et [...] ainsi que les annexes [...] et [...] du document WIPO/DAS/PD/WG/3/[...].
4. Les arrangements et accords internationaux pertinents sont notamment les suivants :
 - i) la déclaration commune que la Conférence diplomatique pour l'adoption du PLT a adoptée le 1^{er} juin 2000 et dans laquelle elle prie instamment l'OMPI d'accélérer la création d'un système de bibliothèques numériques pour les documents de brevet et souligne que ce système serait avantageux pour les titulaires de brevet et pour les autres personnes qui souhaitent avoir accès aux documents de priorité (voir la déclaration commune n° 3 figurant dans le document PT/DC/47 et dans la publication n° 258 de l'OMPI);
 - ii) les dispositions de la Convention de Paris, du PLT et du PCT concernant les déclarations de priorité et les documents de priorité (voir notamment l'article 4D de la Convention de Paris, l'article 6 du PLT et la règle 4 du règlement d'exécution du PLT ainsi que l'article 8 du PCT et la règle 17 du règlement d'exécution du PCT);
 - iii) l'accord de principe adopté par l'Assemblée de l'Union de Paris et par l'Assemblée de l'Union du PCT le 5 octobre 2004 concernant la certification des documents de priorité fournis, archivés et transmis sous forme électronique (voir le paragraphe 173 du document A/40/7, qui renvoie au paragraphe 9 du document A/40/6);
 - iv) l'obligation faite aux membres de l'Organisation mondiale du commerce qui ne sont pas parties à la Convention de Paris de reconnaître les droits de priorité, étant entendu que, à cette fin, des documents de priorité peuvent aussi être déposés et consultés par l'intermédiaire du service.
5. Les dispositions-cadres ne portent pas création d'obligations analogues à celles d'un traité international pour les offices participants. Les dispositions visent à faciliter la fourniture de documents de priorité aux fins de la Convention de Paris mais n'ont pas d'incidence sur la portée des droits fondamentaux ni des obligations prévus par cette convention, par le PLT, par le Traité sur le droit des marques (TLT) ou par le Traité de Singapour sur le droit des marques (Traité de Singapour) ni ne créent de nouvelles obligations en vertu de la Convention de Paris, du PLT, du TLT ou du Traité de Singapour; voir, en particulier, le paragraphe 9 des dispositions-cadres.

6. Cela permettra au service de continuer à fonctionner sans interruption jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions-cadres modifiées.
7. Le Bureau international envisage que les bibliothèques numériques participantes dans un premier temps soient les bibliothèques des offices qui, dans la pratique, échangent déjà des documents de priorité sous forme électronique par l'intermédiaire du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI à la date de publication des dispositions-cadres modifiées, à savoir [...].
8. Si un office des brevets participant n'est pas tenu d'agréer une bibliothèque numérique participante aux fins de la règle 4.3) du règlement d'exécution du PLT, il sera bien entendu libre d'agréer cette bibliothèque numérique à cet effet si tel est son souhait.
9. Un office peut notifier au Bureau international qu'il agira en qualité d'office déposant uniquement en ce qui concerne les documents de priorité relatifs à des brevets, des marques, des dessins et modèles industriels ou des modèles d'utilité ou toute combinaison de ces éléments. Un office qui n'est pas en mesure ou qui ne souhaite pas créer ni tenir à jour sa propre bibliothèque numérique (de documents de priorité de brevet, de marque, des dessin ou modèle industriel ou de modèle d'utilité) peut conclure des arrangements avec le Bureau international ou avec un autre office disposé à gérer ces dépôts en vue de déposer des documents de priorité dans la bibliothèque numérique du Bureau international ou de cet autre office. Le Bureau international est disposé à cette fin à recevoir des documents sous forme électronique ou à les numériser lorsqu'ils sont reçus sur support papier. Les arrangements conclus devront tenir compte de certains aspects techniques tels que l'utilisation d'un format de présentation des données approprié.
10. Voir notes 4 et 5 ci-dessus quant à la façon dont les dispositions s'appliquent dans le cadre de la législation applicable et des dispositions de la Convention de Paris ainsi que d'autres arrangements et accords internationaux.
11. Un office peut notifier au Bureau international qu'il agira en qualité d'office accédant uniquement à l'égard des documents de priorité relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ou à des marques ou à des dessins et modèles industriels et à des modèles d'utilité ou à toute combinaison de ces éléments.
12. Par exemple, un office accédant peut notifier au Bureau international qu'il accédera au service uniquement pour obtenir des documents de priorité relatifs à des demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels. Toutefois, dans ce cas, il doit accepter les documents de priorité fondés sur des demandes antérieures de certificats de modèle d'utilité ainsi que sur des demandes antérieures d'enregistrement de dessins et modèles industriels.
13. La question de savoir quelles données bibliographiques seront contenues dans le document relève du groupe consultatif, compte tenu, par exemple, de l'obligation, conformément aux lois applicables, de préserver la confidentialité des demandes non publiées.
14. Les attestations seront mises à la disposition du déposant et de l'office concerné (mais non des tiers) aux fins de la consultation en ligne ou transmises sur demande.

15. Le paragraphe 14 des dispositions-cadres vise à garantir aux déposants que, s'ils utilisent le service conformément aux conditions prescrites dans ces dispositions, leurs droits de priorité seront protégés au cas où il serait constaté que le document de priorité concerné ne serait pas consultable par l'intermédiaire du service par un office accédant. Le délai de deux mois mentionné au paragraphe 14.a) correspond au délai prévu à la règle 6.1) du règlement d'exécution du PLT. Un office qui, généralement, envoie les notifications mentionnées au paragraphe 14.a) avant la date applicable peut, bien entendu, continuer de le faire, que le document de priorité ait fait ou non l'objet de l'attestation visée au paragraphe 13. Le paragraphe 14 n'est pas applicable à un office accédant dont les procédures prévoient des garanties analogues à celles qui sont énoncées au paragraphe 15.a), tel que l'Office européen des brevets, et peut ne pas être appliqué par un office accédant dont les procédures prévoient des garanties analogues à celles énoncées au paragraphe 15.b), tel que l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique. Les notifications faites au Bureau international par les offices accédant en vertu du paragraphe 12 et publiées selon le paragraphe 20.iv) comportent des éléments des procédures applicables mentionnées aux paragraphes 14 et 15.
16. Les modalités de fonctionnement et les exigences techniques applicables au dépôt de traductions et à l'accès à ces traductions devront être fixées dans le respect du paragraphe 22 des dispositions-cadres, avant qu'une date ne soit arrêtée conformément au paragraphe 18. Les dispositions-cadres ne concernent pas, ni ne restreignent le type de certification, entre autres choses, que les offices accédants sont habilités à exiger pour les traductions et ne permettent pas de s'assurer que la traduction remise en l'occurrence répondra aux besoins d'un office accédant donné; ces questions relèvent de la législation applicable à chaque office. Toutefois, on espère que les travaux futurs permettront de parvenir à une certaine communauté de vues sur cette question, le résultat devant être qu'une traduction unique puisse être acceptée par un certain nombre d'offices accédants.
17. Les informations publiées sur les bibliothèques numériques participantes comprennent, par exemple, la date du début du fonctionnement d'une bibliothèque numérique dans le cadre du service, les exigences relatives au format des documents, etc.
18. La publication d'informations actualisées sur les notifications et les exigences des offices, ainsi que les modifications y relatives, est bien entendu cruciale pour les déposants qui souhaitent s'appuyer sur le service comme un moyen sûr de satisfaire aux exigences relatives à la fourniture des documents de priorité. Par exemple, il sera essentiel de publier des renseignements concernant les éventuelles voies d'accès des documents de priorité au service (voir le document WIPO/DAS/PD/WG/3/3) qui existent dans un office de premier dépôt donné.
19. On envisage d'inclure notamment dans les critères de participation des bibliothèques numériques des critères relatifs à la fourniture d'accès et à la garantie de la confidentialité, ainsi qu'une exigence selon laquelle des dispositions devront avoir été prises aux fins de l'archivage pendant une période déterminée à compter de la date de priorité des documents de priorité déposés. À titre de comparaison, il convient de signaler que les dossiers relatifs aux demandes internationales déposées selon le PCT doivent être conservés par le Bureau international pendant 30 ans à compter de la date de réception de l'exemplaire original; voir la règle 93.2.a) du règlement d'exécution du PCT.
20. Ainsi qu'il est expliqué dans le document WIPO/DAS/PD/WG/3/3, le seul système actuellement envisagé pour s'assurer que l'autorisation d'accès a été donnée par le déposant est le contrôle, par le déposant, de la liste des offices autorisés détenue par le Bureau international. Un code de contrôle des accès sera utilisé pour confirmer l'identité du déposant lors de la mise à jour de la liste, et l'utilisation de réseaux de communication sécurisés entre le Bureau international et l'office accédant permettra de vérifier l'identité de cet office.

21. Les langues de travail du service dans le cadre de ses opérations sont le français, l'anglais, le chinois, le coréen, l'espagnol et le japonais. Le Bureau international s'efforcera d'ajouter toute autre langue de publication du PCT dès lors qu'un office dont les utilisateurs en tireraient avantage fera part de son intention ferme de participer au système.
22. Y compris les demandes internationales déposées selon le PCT et l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels.
23. Voir la note 4.iii) ci-dessus. Cet accord de principe s'applique aux documents relatifs aux brevets, aux marques, aux dessins et modèles industriels et aux modèles d'utilité.
24. Voir aussi la note 4.iv) ci-dessus.
25. Voir aussi la définition du terme "certifié" au paragraphe 26.iv) des dispositions-cadres.

[l'annexe II suit]